

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement***

**Conseil d'administration provisoire**

**Séance du 19 juin 2020**

**Délibération n°3.1.1**

Le 19 juin 2020, le Conseil d'administration provisoire de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Monsieur Dominique CHARGE, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 28

Nombre de présents : 20

Membres représentés (procuration) : 7

Quorum : 14

**Point 3 – Gouvernance**

**Point 3.1 – Ressources Humaines**

**Délibération 3.1.1 – Ouverture d'emplois au titre de l'article L.812-1 du code rural et de la pêche maritime**

La Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt a introduit une nouvelle disposition au 15ème alinéa de l'article L. 812-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime. Cette disposition permet le recrutement d'agents contractuels, à temps complets ou incomplets en fonction des besoins du service, sur les emplois ouverts par le Conseil d'administration. Cette disposition a été codifiée par un décret n°2015-1375 du 28 octobre 2015 qui a précisé les modalités de recrutement.

Dans ce cadre législatif et réglementaire, il est proposé d'ouvrir, à compter du 1er septembre 2020 :

- Deux emplois-types de Chargé(e) de maintenance à temps incomplet à 80%, conditionnés par la fermeture au 31 août 2020 de deux emplois-types de Chargé(e) de maintenance établis sur la base des dispositions de l'article 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée.

S'agissant des critères retenus pour ouvrir ces deux emplois-types, mais également pour identifier les personnes concernées, les critères (cumulatifs ou alternatifs) sont décrits ci-après. En fonction de l'ajustement de nos besoins permanents, ils pourront être modifiés annuellement :

- a) Emplois de catégorie B et C
- b) Intérêt du service
- c) Adjonction d'activité par rapport au niveau d'activité de l'emploi fermé
- d) Mutualisation de fonctions antérieurement

En termes de soutenabilité financière pour l'institut Agro, le coût de l'ouverture de ces deux emplois-types est estimé à 2 222 € pour l'exercice 2020, et en année pleine à 6 668 €.

Les postes mentionnés ci-avant :

- Respectent le plafond d'emploi notifié à l'institut Agro ;
- Relèvent par ailleurs tous de la catégorie C ou de la catégorie B.

Il est donc demandé au conseil d'administration provisoire d'approuver cette ouverture d'emplois au titre de l'article L.812-1 du code rural et de la pêche maritime.

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents ou représentés

### **Délibération n°3.1.1**

#### **Objet : Ouverture d'emplois au titre de l'article L.812-1 du code rural et de la pêche maritime**

Le Conseil d'administration provisoire de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 19 juin 2020, approuve :

- L'ouverture, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020, de deux emplois-types de Chargé(e) de maintenance à temps incomplet à 80%
- Et la fermeture, au 31 août 2020, de deux emplois-types de Chargé(e) de maintenance établis sur la base des dispositions de l'article 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée.

Fait le 19 juin 2020.

**Le Président du Conseil d'administration provisoire**  
**Dominique Chargé**

*Signature D. Chargé*

La présente délibération est classée au recueil des délibérations de l'établissement et est publiée sur le site internet des écoles internes.  
En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.